



Un membre présumé de l'escadron de la mort gambien sera juge pour torture et complot en vue de commettre des actes de torture à Denver au Colorado

Denver (États-Unis) et Banjul (Gambie), 26 août 2024 – Michael Sang Correa, membre présumé d'un escadron de la mort gambien, doit être jugé à partir du 16 septembre 2024 devant le tribunal de district américain de Denver pour torture. C'est la première fois qu'un citoyen non américain sera jugé devant un tribunal fédéral américain pour des actes de torture commis à l'étranger.

M. Correa est accusé de six chefs de torture et d'un chef de complot en vue de commettre des actes de torture. Il serait un ancien membre des Junglers, un escadron de la mort notoire en Gambie opérant sous l'ancien président gambien Yahya Jammeh. L'acte d'accusation allègue qu'à la suite d'une tentative de coup d'État contre le régime de Jammeh en 2006, M. Correa et d'autres Junglers ont torturé des participants présumés au coup d'État, notamment en les battant, en les étouffant avec des sacs en plastique et en les soumettant à des décharges électriques.

Le gouvernement américain a porté plainte en vertu de l'extraterritorial Torture Act, une loi pénale qui lui permet de poursuivre en justice des individus retrouvés aux États-Unis pour des actes de torture commis à l'étranger. Ce procès a attiré l'attention des défenseurs-seuses des droits humains et des expert-e-s juridiques, car il s'agit du premier procès d'un citoyen non américain depuis l'adoption de la loi sur la torture en 1994, et seulement du troisième procès en vertu de cette loi. Une coalition d'organisations de défense des droits humains, dont le Center for Justice and Accountability (CJA), des représentants de l'Alliance des organisations de victimes (AVLO) et TRIAL International, a joué un rôle crucial en exhortant les États-Unis à enquêter sur les allégations de crimes internationaux attribués à M. Correa en Gambie. CJA représente plusieurs des victimes présumées de M. Correa.

Le procès est une étape cruciale vers l'obtention de la vérité et de la justice pour les victimes de la dictature de Jammeh, qui a été caractérisée par des violations généralisées des droits humains, notamment des disparitions forcées, des actes de torture, des exécutions extrajudiciaires, des violences sexuelles et des détentions arbitraires.

Le procès devrait avoir lieu du 16 au 27 septembre 2024 au palais de justice des États-Unis Alfred A. Arraj. La faculté de droit de l'Université du Colorado fournira des résumés publics du procès accessibles. Des représentant-e-s de la société civile gambienne, notamment des journalistes et des défenseurs-seuses des droits humains, assisteront au procès en personne et fourniront des mises à jour en temps réel au public gambien. Des informations supplémentaires peuvent également être trouvées ici.



À propos du Centre pour la justice et la responsabilité

Le Center for Justice and Accountability (CJA) est une organisation internationale de défense des droits humains basée à San Francisco qui se consacre à travailler avec les communautés touchées par la torture, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et d'autres violations graves des droits humains pour rechercher la vérité, la justice et réparation en utilisant des stratégies innovantes en matière de contentieux et de justice transitionnelle.

A propos de L'alliance des organisations de victimes (AVLO)

L'alliance des organisations de victimes (AVLO) est une coalition d'organisations de la société civile gambienne qui défend et représente les intérêts des victimes de violations des droits humains en Gambie.

À propos de TRIAL International

TRIAL International est une ONG internationale luttant contre l'impunité des crimes internationaux tels que le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, la torture, les disparitions forcées et les violences sexuelles liées aux conflits. Fondée en 2002, elle possède des bureaux en Suisse, en Bosnie-Herzégovine et en République démocratique du Congo (RDC).

Plus d'informations

Lisez les réponses aux questions fréquemment posées ici.

Ou veuillez **contacter**:

- Anja Härtwig, TRIAL International, à Genève (anglais, français, allemand) : media@trialinternational.org, +41 22 519 03 96
- Rebecca-Paris Senior, Center for Justice and Accountability, à Genève (anglais, français, italien) : rpsenior@cja.org
- Kadijatou Kuyateh, Alliance of Victim-Led Organisations à Banjul (anglais) : kuyateh.kadijatu@gmail.com